

Les opérateurs télécoms haussent le ton face à Bruxelles

TÉLÉCOMS

Placés au cœur des enjeux de souveraineté numérique de l'Europe, les opérateurs veulent faire levier pour assouplir les nouvelles règles.

Thomas Pontiroli

Il est encore temps de « *redresser la barre* ». Les grands opérateurs européens ne digèrent visiblement pas le nouveau cadre réglementaire qui se met en place à Bruxelles, et ils ont décidé de l'écrire noir sur blanc dans une lettre ouverte, diffusée mardi, veille du discours sur l'état de l'Union que doit prononcer la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Face aux dépendances technologiques du continent, surtout envers les Etats-Unis, les réseaux apparaissent comme une « *couche critique* » dont l'Europe garde « *encore* » le contrôle, estiment les dirigeants, parmi lesquels Christel Heydemann (Orange) et Tim Hötting (Deutsche Telekom). Or, dénoncent-ils, cette position est « *menacée* » par des réformes réglementaires « *incohérentes* ».

Deux textes sont dans le viseur. Le Digital Networks Act (DNA) d'abord, qui doit refondre les règles des télécoms en Europe : ce dernier entre dans une phase de négociation entre les Etats, avec trois réunions de travail programmées d'ici à la fin septembre. Le Cybersecurity Act (CSA) ensuite : le volet le plus sensible (écarter Huawei des réseaux) sera discuté par les Etats en fin de mois.

Se plaignant d'avoir collectivement encore à investir 475 milliards d'euros pour équiper le continent de réseaux mobiles « *de niveau mondial* », alors qu'ils investissent déjà 64 milliards par an, les signataires appellent à desserrer l'étau pour libérer l'investissement.

Au titre du DNA, les opérateurs réclament d'en finir avec les enchères à répétition sur les fréquences, qui leur coûtent des milliards. Ils défendent donc des licences de fréquences sans limite de durée par défaut, rappelant avoir dépensé 110 milliards en douze ans... autant d'argent qui n'est pas allé aux réseaux.

Autre revendication, si incontournable qu'elle vire au serpent de mer : la consolidation. Les signataires demandent à Bruxelles d'assouplir le contrôle des concentrations afin de faciliter les rapprochements, y compris dans un même pays. Le sujet est hérité du rapport Draghi et fait directement écho au projet de rachat de SFR, devant être examiné par l'Autorité de la concurrence à Paris.

Plus étonnant : les opérateurs refusent aussi que Bruxelles leur impose une date de fermeture du cuivre (ADSL) au profit de la fibre, qu'ils sont pourtant prompts à vanter. Leur solution : maintenir l'ancien réseau, là où des clients l'utilisent encore. Sur ce front, la France est bonne élève.

Si le DNA en prend pour son grade, le CSA n'est pas en reste. La mesure visée, sans surprise, est le retrait des équipements des acteurs jugés à haut risque, comme les chinois Huawei et ZTE. Les opérateurs, qui louent, en coulisses, leur très bon rapport qualité/prix (comparé à Ericsson et Nokia), et leur « *professionnalisme* », ont chiffré le surcoût des remplacements « *jusqu'à 40 milliards d'euros* ».

Prendre part à la révolution IA

S'ils sont écoutés, font-ils miroiter, les opérateurs se disent « *prêts à prendre leur part* » dans la construction du leadership technologique européen : bâtir des usines d'IA et absorber la croissance du trafic lié à cette technologie, répondre à la demande du cloud souverain en construisant des centres de données, ou contribuer aux communications militaires.

Certes, tous ces aspects sont déjà pris à bras-le-corps par les opérateurs, qui se targuent de prendre part à la révolution IA, développent des offres de cloud souverain, et ne peuvent pas échapper aux communications militaires, notamment en raison de leur position stratégique.

Sur l'IA, Deutsche Telekom prévoit une plateforme souveraine pour l'Etat allemand avec SAP. Sur le cloud souverain, Orange a annoncé cet été co-investir 3 milliards d'euros avec Morrison dans ses data centers en France. Sur la défense, Telefonica a intégré à l'Otan son centre de cybersécurité 5G développé avec l'armée espagnole. Alors, Bruxelles va-t-elle répondre que tout ne va pas si mal ? ■